

# BALISES POUR UNE TRANSITION ÉCONOMIQUE ÉQUITABLE À BRUXELLES

Le monde d'aujourd'hui est en crises. L'énergie, le climat, la pauvreté, l'emploi montrent les limites de notre modèle de développement et les injustices multiples qu'il engendre. Face à l'ampleur et à l'urgence des enjeux auxquels il faut faire face, nous devons faire transiter nos économies vers plus de justice sociale et environnementale. Nous devons mettre en œuvre une transition équitable au niveau planète, certes, mais aussi au niveau local.

Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire, la richesse des sociétés a été principalement produite par le travail humain, sans grande considération pour les droits fondamentaux qui même aujourd'hui ne sont pas encore acquis. Cependant, dans les années euphoriques de l'après-guerre, on a fini par croire que, grâce au développement infini des sciences et des techniques, un avenir radieux était assuré. La productivité du travail augmentait en même temps que l'espérance de vie. Le temps de travail diminuait. On pouvait enfin «travailler pour vivre» et non plus «vivre pour travailler».

## Recommencer comme avant ?

Ce schéma idyllique s'est délité à partir de 1975, avec le premier «choc pétrolier» et la réapparition dans nos pays du chômage de masse. Ce qui venait d'apparaître n'était pas une classique crise cyclique et dont on finit toujours par sortir pour recommencer comme avant.

On prendra alors conscience que le «capitalisme tardif» du XXe siècle n'avait pu fonctionner au profit exclusif de quelques sociétés développées – dont la nôtre – qu'au détriment des besoins élémentaires de deux immenses groupes d'êtres humains, notamment les peuples du Sud, pillés sans vergogne avant et après leur indépendance politique, et les générations futures, que l'épuisement des ressources naturelles par un mode de consommation aveugle à ses conséquences privait tout simplement d'un avenir vivable sur terre.

## Nouvelles concurrences

Et depuis lors, ces deux groupes ont pris leur revanche. Les peuples du Sud ont tourné à leur profit une mondialisation débridée et aveugle, où le profit est roi sans autre considération. Aujourd'hui, prenant le relais de la Corée et du Japon, la Chine, l'Inde, les «nouveaux tigres» d'Asie et autres «pays émergents» ont rattrapé ce niveau de productivité dont nous étions si fiers, tout en disposant d'une main d'œuvre sous-payée et sous-protégée. Exposée à la concurrence sur un marché mondial où les biens et les capitaux circulent sans entraves, l'économie des vieux pays d'Europe a perdu la bataille des produits de consommation de masse. Délocalisations, fermetures d'entreprises...

Quant aux générations futures, elles se vengent... par planète interposée. Car celle-ci se rebelle sous nos yeux, voire sous nos pieds. Sans attendre l'épuisement programmé des sources d'énergie fossile, c'est dès aujourd'hui que les dérèglements climatiques produisent leurs effets, y compris au cœur des pays les plus développés – souvenons-nous de l'ouragan Katrina qui détruisit en 2005 les quartiers populaires de la Nouvelle-Orléans.

## Nouveau modèle

Dans les deux situations évoquées, c'est tout de suite qu'un changement de cap doit être engagé. Et ce changement de cap doit être rapide, car le temps presse. Il faut passer dans des délais courts – dix ans, vingt au maximum – d'un modèle de développement à un autre. Il faut donc définir ce nouveau modèle, puis organiser le passage de l'un à l'autre : c'est ce qu'on appelle une transition socio-économique qui doit aujourd'hui être avant tout une transition équitable socialement et soutenable écologiquement.

Comment définir ce nouveau modèle ? Sans entrer dans une discussion stérile sur le binôme croissance/décroissance, trois objectifs doivent être affirmés simultanément.

- 1/ Il faut diminuer l'empreinte écologique globale. Les modes de consommation ont à cet égard un impact majeur et doivent assumer une grande part de l'effort.
- 2/ Mais leurs efforts seraient vains tant qu'on ne modifie pas les modes de production. Au-delà du fait que certaines productions doivent « décroître », voire, à terme, disparaître, parce qu'elles sont éthiquement ou écologiquement insoutenables (production d'armes, véhicules dont l'usage gaspille de l'énergie primaire, productions générant des déchets impossibles à recycler) tandis que d'autres doivent croître («économie verte», logement, biens immatériels dans la formation, la santé, les loisirs...), à terme c'est l'ensemble de la production qui doit devenir durable. Ce qui constitue de plus une opportunité en termes d'emplois.
- 3/ Toute mesure publique d'accompagnement de la transition doit incorporer l'objectif d'une plus grande égalité sociale au travers de politiques sociales de l'emploi de qualité tout en garantissant une protection sociale forte et efficace.

## Produire durablement

Pour rencontrer ces trois objectifs, on ne pourra plus, comme à la belle époque des Trente Glorieuses, se contenter de produire n'importe quoi pour ensuite distribuer la plus-value de cette production. Il faut en même temps répondre aux deux questions suivantes : **Question 1** : que produire ? Les biens produits sont-ils socialement utiles et leur usage est-il écologiquement soutenable ? Une première conclusion s'impose : le cycle de vie des biens d'équipement devra absolument s'allonger. Il faudra «fabriquer durable dans le temps» et donc rompre avec tout un imaginaire consumériste alimenté par la publicité qui nous pousse à utiliser une trop grande part de nos revenus à des achats compulsifs inutiles.

**Question 2** : comment produire ? Les processus de production de ces biens sont-ils économes en énergie et respectent-ils les droits fondamentaux et la santé des travailleurs et des riverains ? Ici aussi, une première conclusion s'impose : il faut raccourcir les circuits économiques en rapprochant les trois acteurs : les travailleurs, les sites de production et les clients finaux, de façon à réduire radicalement le temps et l'énergie perdus en déplacements (ceux des travailleurs «navetteurs» comme ceux des produits à livrer). Il sera alors possible de «relocaliser» tout une partie de l'économie qui peut redevenir performante en termes de comptabilité écologique globale.

## Les défis locaux

Cette orientation pose des problèmes de taille aux villes, d'une part, et au mouvement syndical, d'autre part. Aux villes. Comment promouvoir une ville mixte, proposant des emplois dignes à toutes les catégories

de travailleurs, et donc des quartiers mixtes où des entreprises à taille humaine pourront s'imbriquer avec de l'habitat, du commerce et des fonctions récréatives en limitant au minimum les nuisances découlant de cette mixité ? Comment rompre « en douceur » avec l'ancienne conception de séparation des fonctions concentrant l'emploi dans des zonings implantés près des échangeurs d'autoroute ? Et comment résister à la tendance d'une ville « propre sur elle » calibrée pour les classes moyennes supérieures, les touristes et les « expat » où les classes populaires seraient rabattues vers des fonctions de domesticité ?

## Travailler et vivre à Bruxelles

Au mouvement syndical. Les travailleurs sont aussi des habitants, les habitants sont aussi des travailleurs. La transition devra avoir notamment pour effet de diminuer le phénomène de la navette. Ainsi, pour ce qui est de Bruxelles, nous serons de plus en plus nombreux à travailler dans cette ville et en même temps à y vivre. Les syndicats sont-ils préparés à cette mutation ? Sont-ils prêts à renoncer aux grandes concentrations de travailleurs, qui permettent généralement d'établir un meilleur rapport de force, au profit d'un plus grand essaimage dans le tissu urbain qui n'est pas le plus propice à une présence syndicale efficace ? Or celle-ci doit pouvoir s'affirmer si on veut éviter que la transition économique à Bruxelles (et dans les autres villes) s'accompagne d'une plus grande précarisation de l'emploi.

Bref, Bruxelles saura-t-elle se lancer dans une transition équitable ? C'est le défi des années à venir.

Henri GOLDMAN

## Empreinte écologique

L'empreinte écologique est une mesure de l'impact des activités humaines sur le milieu naturel. Exprimée en hectares (ha) par personne et par an, l'empreinte écologique est un outil qui évalue la surface nécessaire pour produire tout ce que consomme un individu ou une population pour son alimentation, son habitation, ses déplacements... ainsi que pour absorber les déchets rejetés.

Le calcul de l'empreinte écologique peut aussi être limité à des activités de production de biens de consommation, comme la construction d'une voiture, d'un ordinateur ou d'un meuble, afin d'aider à prendre conscience de leur impact sur l'écosystème.

Actuellement évaluée à 2,5 ha par habitant en moyenne, l'empreinte écologique est très inégalement répartie entre régions du monde : 9,6 ha pour l'Amérique du Nord, 5,3 pour la France, 1,3 pour l'Afrique. Si tous les êtres humains consommaient autant qu'un Européen, il faudrait l'équivalent de 3 planètes Terre pour subvenir à leurs besoins.

HG

## Comité régional bruxellois

# BILAN LARGEMENT POSITIF APRÈS QUATRE ANNÉES DE TRAVAUX

Bruxelles est la troisième région la plus prospère de l'Union européenne après Londres et Luxembourg. Pourtant une bonne partie de sa population ne profite pas de cette prospérité. Le progrès social ne suit pas la croissance économique, un véritable défi que la Régionale bruxelloise du Syndicat libéral relève quotidiennement.

Avant d'écouter les constats de l'Observatoire bruxellois de l'Emploi, les délégués réunis en Comité régional le 3 décembre 2010 au Centre belge de la Bande dessinée ont entendu les rapports d'activité des principaux acteurs de la Régionale. Philippe Vandebeele, secrétaire régional, a commencé par souligner qu'une organisation syndicale doit travailler dans deux dimensions temporelles, l'urgence et la durée, l'action immédiate quand éclate un conflit et l'élaboration de projets à plus ou moins long terme. En quatre années de fonctionnement, la Régionale bruxelloise de la CGSLB a bien changé, passant rapidement de la naissance à la maturité.

## L'apport des délégués

Philippe Vandebeele s'est félicité de la collaboration entre les professionnels et les délégués que leur connaissance des réalités du terrain rend particulièrement exigeants vis-à-vis de l'organisation. Monique Mahieu (Erasmus) et Abdel Henoui (Hôtel Europa) ont ainsi fait leur entrée au Bureau de la Régionale. Ellen Chritiaens a rejoint l'équipe au début de l'année pour épauler le Secrétaire régional. Il faut dire que la présence de la Régionale dans les différents organes de la concertation interprofessionnelle (le Comité bruxellois de Concertation économique et sociale, le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, Actiris, Bruxelles Formation...) entraîne une augmentation exponentielle de la charge de travail.

Eva Sahin a exposé les activités de la Cellule diversité en collaboration avec plusieurs partenaires (Confédération européenne des Syndicats, Centre pour



l'Egalité des Chances, Régionale flamande de la CGSLB) sur un sujet particulièrement sensible et porteur d'avenir à Bruxelles. Yael Huyse a fait la liste des actions de la Cellule environnement qui encourage les délégués à pousser leur employeur à mettre en place une gestion durable dans l'entreprise.

## Fracture sociale

Pour suivre l'ordre du jour, Jérôme François et Sandy Van Rechem, de l'Observatoire bruxellois de l'Emploi sont enfin venus tracer l'évolution de l'emploi et du chômage dans la capitale. La ville-région est revenue au premier plan après une période de décroissance dans les années '80. C'était le temps du déclin industriel, de la périphérisation de toute une série d'activités comme la logistique ou le commerce, des dégrais-